

## Jean Macé

*Communication de M. André LEFEBVRE du 8 mai 1976*

---

Quoique le nom de Jean Macé soit étroitement lié à celui de la Ligue Française de l'Enseignement, sa personnalité semble assez peu connue, même ici où il a cependant passé 22 années, les dernières de sa vie.

Jean Macé est né le 22 août 1815, à Paris, au 23 de la rue Montmartre, quartier Saint-Eustache. Son père était camionneur au service d'une importance messagerie, sa mère faisait des ménages et travaillait comme couturière chez des clientes. Sa mère meurt alors qu'il a dix ans. Le curé de Saint-Eustache s'intéresse à lui, le fait entrer au Collège Stanislas, où il réussit à merveille. Bachelier à vingt ans, il est nommé régent de philosophie au Collège d'Evreux, mais ne prend pas possession de son poste, dont le traitement est insuffisant. Il reste sans situation, donne au jour le jour des leçons de fortune à des élèves occasionnels, devient le secrétaire et collaborateur de Burette, son professeur d'histoire à Stanislas, qui rédige une Histoire ancienne et une Histoire de France.

Burette meurt en 1847. Jean Macé se passionne pour le programme des Fouriéristes, il met à leur service sa riche culture, son talent d'orateur et d'écrivain, il fait des conférences dans toute la France pour la propagande socialiste. Au carrefour que font en se coupant les rues Coquillière et J.-J. Rousseau, à l'entresol de la maison d'angle, Jean Macé a dirigé de novembre 1848, au 13 juin 1849, sous l'œil méfiant de la police, le bureau de la propagande socialiste. Cette maison est occupée par le restaurant l'Alsace aux Halles, en face du magasin de Manufrance de Saint-Etienne. Il collabore aux petits journaux associationnistes, précurseurs de la *Coopération : la République* avec Pierre Leroux, Martin Nadaud, Agricol Perdiguiier, le *Travail affranchi*, dans lequel on lit ce programme : « ce journal sera le moniteur des associations d'ouvriers, la politique y tiendra peu de place, elle sera complètement subordonnée à l'économie sociale. Il s'agit de substituer la coopération cumulative des associés à la concurrence homicide des salariés travaillant au rabais, la fraternité à la compétition, le sentiment du devoir et du droit aux intérêts impitoyables, la justice à l'iniquité, la raison et la force, la prévoyance au hasard ; en un mot, l'ordre au désordre. Il faut que la solidarité réelle des intérêts entre producteurs et consommateurs corresponde à la fraternité des cœurs et des âmes ! »

Sa profession de propagandiste ambulant conduit Jean Macé en Alsace au début de mars 1851, dans la petite commune de Beblenheim, près de Colmar. Là se trouvait, dans une petite maison bourgeoise assez improprement appelée par contraste avec ses humbles voisines « Le Petit Château », un pensionnat de jeunes filles, groupant une quarantaine d'élèves, que sa directrice Mademoiselle Verenet avait elle-même fondé. Apôtre du féminisme, Jean Macé exposa ses vues sur la place que devaient occuper les femmes dans la vie publique et sur l'éducation qu'il convenait en conséquence de leur donner. Quand il partit le lendemain, Mademoiselle Verenet lui dit en plaisantant de venir recommencer chez elle sa classe du jour, si les malheurs des temps venaient à l'atteindre. Les fonctionnaires qui lui barrèrent la route de son journal dans la matinée du 2 décembre 1851, ne donnèrent que trop vite raison à la plaisanterie. Jean Macé et sa femme se trouvaient sur le pavé quand il reçut une lettre qui l'appelait, sérieusement cette fois, au Petit Château.

Il dit adieu à Paris dans la nuit du 31 décembre au 1<sup>er</sup> janvier : une vie nouvelle allait commencer pour lui.

Un changement s'opéra dans l'âme du chemineau d'hier sous l'influence discrète de Mademoiselle Verenet. Les cercles fouriéristes auxquels il s'était associé au cours des années précédentes l'avaient mis surtout en contact avec le monde ouvrier et c'était une ouvrière qu'il avait épousée. La directrice du Petit Château appartenait plutôt, de naissance et d'éducation, à la classe bourgeoise. Née le 22 septembre 1808, à Montbéliard, elle était la fille d'un pharmacien très lettré de cette ville, et elle avait reçu une excellente culture, à la fois littéraire et artistique. C'était un chagrin intime, un renoncement douloureux à une union rêvée, qui l'avait emmenée dans ce coin lointain de Beblenheim, dans le voisinage de l'un de ses grands-pères, originaire du Doubs, qui avait été bailli, jadis à Riquewihr. Elle s'y était fait construire, dans la verdure, « un nid de repos », dit Jean Macé, juste ce qu'il fallait de place pour y recevoir sa mère dans la belle saison. Pour la distraire de sa solitude, on lui envoya une petite cousine à élever, puis une seconde, puis une troisième. Elle y prit goût et, la santé lui revenant dans cette vie occupée, le nombre de ses enfants d'adoption s'accrut insensiblement, si bien qu'enfin les autorités universitaires s'en émurent et réclamèrent contre ce pensionnat improvisé, sans garantie du Gouvernement. Il eût été trop dur de renvoyer tout ce petit monde, qui se trouvait si bien là. Mademoiselle Verenet passa des examens qui n'étaient plus de son âge, prit la patente exigée par la loi et se réveilla, un beau matin, maîtresse en titre d'une institution régulière. Le pensionnat comptait quand Jean Macé y entra, quarante élèves. Sa pédagogie était simple et familière, aimable et souriante. Il en reste un document de première valeur, peut-être unique en son genre. C'est un magazine manuscrit, imaginé par Jean Macé. Il s'intitule « La Ruche : Feuille hebdoma-

daire du Petit Château ». Une des élèves, la « semainière », y fait la chronique de la semaine. Elle s'y essaye à la critique littéraire et dramatique. Jean Macé y joue le rôle de rédacteur en chef. Il complète la partie des élèves par celle du Maître. Avec beaucoup de finesse et de tact, il approuve, critique, fait des réserves, introduit des compléments utiles. Ces pages, qu'Edouard Petit a introduites dans sa biographie (p. 110-183), sont parmi les plus délicates et les plus attachantes qu'ait jamais écrites Jean Macé.

Devenu « Professeur de demoiselles », chargé avant tout de l'enseignement des sciences naturelles, Jean Macé entreprit de conter « l'histoire d'une bouchée de pain ». Soucieux d'éviter le ton professoral, il reprit la forme épistolaire de ses tracts républicains du début de 1848. Son essai de vulgarisation scientifique prit la forme de « Lettres à une petite fille sur la vie de l'homme et des animaux ».

Un beau jour, en 1861, il alla porter son manuscrit chez l'éditeur Hetzel, un ancien camarade de Stanislas qui, ayant participé à son activité politique, avait dû s'exiler comme lui et venait de regagner Paris : « J'ai, lui dit-il, économisé mille francs pour l'impression de l'ouvrage... Jette un coup d'œil sur mon ours. Je l'ai léché tant que j'ai pu... ». Deux jours après, son ami l'appelait pour lui dire : « Garde tes mille francs. Je t'imprime à mes frais, et avec plaisir. Tu as fait une œuvre tout à fait nouvelle. Je réponds du succès ». Effectivement, la réussite fut complète. Journaux et revues de tout bord dirent le plus grand bien du livre. En peu de jours l'auteur devint célèbre. Il fut salué comme un nouveau Fontenelle, qui savait rendre attrayante la science la plus austère. Hetzel, qui avait déjà capté Jules Verne et qui s'était lui-même révélé comme un conteur délicieux sous le pseudonyme de P.-J. Stahl, (récits pour l'enfance, pleins d'humour et de spirituelle bonhomie : *le Diable à Paris*, *Maroussia*, etc.) s'annexa Jean Macé pour fonder et lancer, en un trio uni, le « magasin d'éducation et de récréation ».

Tout en enseignant, tout en écrivant, Jean Macé fonde en 1863, la Société des Bibliothèques du Haut Rhin, qui avait pour objet de diffuser la pratique de l'association sous toutes ses formes et de s'employer surtout à faire pénétrer, dans les associations déjà existantes, le goût et le désir de l'instruction. Edmond About disait dans une libre « causerie » de l'Opinion Nationale : « mon ami Jean Macé est un vrai diable, un bon. Tout le département est possédé de son esprit, honnêtement diabolique. C'est à qui fondera des bibliothèques. Il y en aura bientôt dans les hameaux de six maisons, dans les chaumières isolées, dans les maisons forestières. Et tout le monde se met à lire ». Heureuse époque où l'on éprouvait le besoin de lire, d'écrire et de parler le soir, après souper, la télévision n'étant pas alors le seul loisir obligatoire et quotidien.

En 1865, il crée la société de Crédit Mutuel de Beblenheim. N'est-il pas possible de considérer Jean Macé comme précurseur de nos Banques populaires ?

Il participe au Congrès des Associations ouvrières d'Allemagne à Stuttgart en octobre 1865 ; il y représente le journal d'Opinion Nationale. Ces associations furent la première forme des Coopératives Allemandes.



Parmi les dates qui, dans l'histoire d'une nation marquent une élévation de son niveau spirituel et la font accéder à un plus haut rang de civilisation, parmi ces dates lumineuses où naquirent, comme disait Victor Hugo « de grandes choses qui ne sont pas des guerres », il en est une pour la France qui mériterait d'être connue de tous nos concitoyens et d'abord de tous les jeunes, puisqu'elle est celle où apparut chez nous, il y a plus de cent ans, la Ligue de l'Enseignement.

Un modeste enseignant fait ce rêve d'une France où tout le monde saurait lire. « L'école sera pour tous ou ne sera pas », ose penser Jean Macé. Une Ligue de l'Enseignement avait été créée à Bruxelles le 26 décembre 1864. Elle se donnait pour but la propagation et le développement de l'éducation et de l'instruction en Belgique. Intéressé par les informations des journaux, Jean Macé y adhéra et assista à Liège le 30 septembre 1866, à l'Assemblée Générale de la Ligue. Il revint à Beblenheim enthousiasmé par tout ce qu'il avait vu et entendu, se promettant bien de faire ce qu'il pourrait pour doter la France d'une institution du même genre, qui d'ailleurs préexistait en germe dans celle des bibliothèques communales qu'il avait fondées. Le livre et l'école se trouvent, en effet, étroitement liés. Jean Macé ne pouvait s'intéresser à l'un sans travailler activement pour l'autre. Le régime napoléonien était défiant et irritable, mais l'ancien propagandiste de la République avait acquis dans le maniement de la Société des Bibliothèques Communales une prudence singulière et un sens très vif des adaptations qui s'imposent. Le 25 octobre 1866 parut dans l'Opinion Nationale un article de lui sur la Ligue Belge de l'enseignement. Il y expliquait sa constitution et son fonctionnement, son rôle futur dans l'enseignement populaire. Discrètement, il ajoutait : « je me demande pourquoi nous n'aurions pas aussi en France notre ligue de l'enseignement. Je serais bien étonné si l'ordre public y perdait quelque chose ».

Deux jours après, il reçut au Petit Château une lettre qui le mettait en demeure d'entamer lui-même la réalisation de l'idée qu'il s'était contenté d'énoncer : « Mon camarade Mamy, conduc-

teur-chef du chemin de fer de Lyon, lui disait-on, Jean Petit, tailleur de pierres, et moi, nous en sommes de votre ligue et nous souscrivons chacun pour 5 F par an ». Cette lettre là était signée : « Larmier, Sergent de Ville à Paris ».

« Mon parti fut bientôt pris, raconte Jean Macé. J'écrivis sur le champ au journal qui avait inséré mon premier appel à l'opinion pour lui annoncer l'ouverture de la campagne. Après avoir cité la lettre qui venait de m'arriver j'ajoutais : « cela fait quatre noms avec le mien sur la première liste d'adhésions au projet d'établissement d'une ligue de l'enseignement en France. Je propose à tous ceux qui voudront se mettre avec nous, à quelque classe et à quelque opinion qu'ils appartiennent, de me le faire savoir en m'indiquant le chiffre de leur cotisation future... Une pluie de lettres fondit à l'instant sur moi : félicitations, promesses de concours, demandes d'explications, de l'argent... Je me décidai, alors, à lancer pour de bon le mouvement de la ligue. L'article que j'écrivis et que je pourrais appeler son manifeste parut dans l'Opinion Nationale le 15 novembre 1866, la véritable date de la fondation de la Ligue. »

Cette ligue, vous la connaissez, vous savez ce qu'elle est, vous savez ce qu'elle fait, vous savez ce qu'elle veut. Qu'est-ce qu'une ligue ? c'est, disent les dictionnaires, une « coalition pour attaquer ou pour défendre ». Et c'était bien pour attaquer l'ignorance que Jean Macé fondait la sienne. En 1867, elle comptait 5 000 adhérents, en 1870 ils étaient 20 000, aujourd'hui ils sont plus de trois millions. Et cette Ligue de l'Enseignement n'allait rien faire de moins que transformer radicalement la structure spirituelle de notre société ; sans elle, la France ne serait pas devenue ce qu'elle est maintenant.

\*  
\*\*

Des cercles se formèrent partout en France, malgré les violentes réactions du clergé, inquiet du danger que pouvait faire courir à ses prédications et à son autorité le programme d'élargissement intellectuel et de libre émancipation des esprits venus de Beblenheim. A Metz, ce fut l'évêque lui-même qui donna le signal de l'attaque. Il le fit dans un texte particulièrement solennel, dans un mandement de carême. Il y disait à ses ouailles : « nous croirions manquer à un devoir essentiel de notre charge pastorale si nous ne signalions à vos défiances une institution récente qui vient de se former dans notre ville épiscopale sous la dénomination de cercle Messin de la Ligue de l'Enseignement ». Sa Grandeur le dénonçait comme une œuvre de ces sociétés secrètes tant de fois condamnées par le Saint Siège. Le cercle parisien de la ligue était présidé par Camille Flammarion, fondateur de la Société Astronomique de France, qui avait alors 24 ans.

Après la naissance de la Ligue de l'Enseignement, Jean Macé resta en contact étroit avec les Sociétés Coopératives qui cherchaient leur voie.

Jean Gaumont écrit dans son Histoire Générale de la Coopération en France : La jeune Ligue de l'Enseignement, dont le fondateur était Jean Macé, se voyait confier par la première réunion publique autorisée par la loi et tenue le 18 juin 1868, salle du Vauxhall, par les coopérateurs réunis sous la présidence d'Antide Martin, le soin de créer une école d'enseignement coopératif.

Au même moment et toujours sous le patronage de la Ligue de l'Enseignement, qui apparaît alors comme un véritable centre de propagande coopérative, des coopérateurs professeurs libres, étudiants, tous adhérents à la Ligue de l'Enseignement créaient, le 12 juillet, une Société Civile d'épargne et de crédit mutuel sous le titre d'Association Générale coopérative de l'enseignement libre, qui se proposait d'associer les citoyens et les pères de famille pour la rétribution des instituteurs libres et laïques qui « s'efforceront de faire de leurs élèves des citoyens libres, des travailleurs honnêtes, de fidèles amis du foyer domestique ; il s'agit de lutter contre la concurrence formidable de l'enseignement donné par les congrégations religieuses, solidarisées et privilégiées, contre les tendances de l'enseignement officiel, contre l'empire funeste de l'ignorance, de la routine et du préjugé, et pour cela on fondera des écoles primaires libres pour les enfants des deux sexes, des écoles secondaires, des cours d'adultes en vue de dispenser l'enseignement démocratique et coopératif.

Le premier congrès à caractère international de la Coopération se tint à Paris en 1867. L'ordre du jour comportait six questions, la quatrième était ainsi libellée : de la coopération appliquée à l'instruction (bibliothèques, cours d'adultes, livres d'enseignement, éducation). Le rapporteur en fut le fondateur de la Ligue de l'Enseignement, dès ce moment en activité ; le Congrès coopératif devait avoir l'honneur de son lancement.

N'est-il pas possible de considérer Jean Macé comme un précurseur de la Coopération ?

Vint la guerre franco-allemande, au lendemain de laquelle Jean Macé, ayant lancé une pétition en faveur de l'école laïque, gratuite et obligatoire, recueillit plus d'un million de signatures. Il fallut une charrette pour transporter à Versailles, le 19 juin 1872, les ballots de listes d'adhésions.

Mais il fallait quitter Beblenheim pour ne pas être germanisés. Aux termes de la loi réglant le transfert de nationalité, tout habitant des départements annexés par l'Allemagne qui s'y trouverait encore domicilié au 1<sup>er</sup> octobre 1872 serait considéré comme Allemand.

Quelques jours après la date fatidique de l'évacuation, le 5 octobre 1872, paraissait dans le Magasin d'Education et de Récréation un article émouvant où on lisait : « j'ai longtemps cherché, bien longtemps, et c'est seulement au dernier moment que j'ai trouvé... Nous voici enfin établis depuis le 20 septembre — il était temps ! — dans une maison telle que nous la voulions, plus belle assurément que l'ancienne sans la valoir pour nous... ».

L'en-tête de l'article portait : « Château de Monthiers ». Jean Macé avait songé, d'accord avec Mademoiselle Verenet, à louer un domaine près de Pontoise. Puis il avait opté pour un manoir historique situé à Monthiers, dans l'Aisne à 14 km de Château-Thierry. Cette demeure seigneuriale, dotée de murs massifs, d'une toiture imposante, de tours et de cheminées monumentales, s'élevait au-dessus d'un village, à mi-côte d'une haute colline, dans un paysage pittoresque. Elle était attenante à une propriété de neuf hectares ceinte de murs et de haies dont une partie était formée par un bois aux allées ombreuses, entrecoupées de sentiers et de carrefours. Le choix avait été suggéré par Gambetta, qui avait été sur le point de s'y fixer avant de se prononcer pour les Jardies et qui s'était inscrit, l'année précédente, au cercle parisien de la Ligue.

Le pensionnat de Beblenheim se rouvrit donc à Monthiers. Il groupait là 26 élèves. La vie reprit telle qu'elle s'était déroulée au Petit Château. La feuille hebdomadaire La Ruche reparut. Jean Macé continua d'écrire et reprit son apostolat itinérant dans toute la mesure où le lui permettaient ses fonctions au Petit Château. Il a trouvé à Monthiers un ami en la personne de l'instituteur Louis Dugue, un véritable précurseur comme lui-même, créateur en 1867, de la première caisse des Ecoles du département, installation d'un gymnase à l'école, organisation de cours de travaux d'aiguille, d'un cours d'adultes, de cours théoriques et pratiques de jardinage, de taille et de greffe, d'une bibliothèque scolaire de 338 volumes et communale de 495 volumes, il faisait réaliser par ses élèves des enquêtes qu'il appelait « promenades scientifiques scolaires », création d'une société de tir, de lectures populaires, de timbres-vignettes de la Caisse d'Epargne, du Sou des écoles pour améliorer le matériel d'enseignement, du Sou des Voyages Scolaires, etc. et enfin son chef-d'œuvre : la mutualité scolaire. Les deux hommes étaient faits pour s'entendre. Louis Dugue né en 1838, prit sa retraite en 1896, et s'établit à Château-Thierry, 9, rue des Petits-Champs, où il mourut le 25 janvier 1912, âgé de 74 ans.

En 1876, une ancienne « demoiselle » de Beblenheim, Anna Bentz, était venue à Monthiers pour raison de santé, elle devint la principale collaboratrice de Jean Macé. Elle donne, dans un recueil de notes manuscrites, des détails sur sa vie à Monthiers : « simple dans ses goûts, M. Macé, se contentait d'une seule chambre ; il y couchait, y travaillait, y recevait des visites, s'y reposait. Toute modeste qu'elle était, il s'y trouvait heureux et il l'aimait.

Très claire, très gaie, avec ses trois fenêtres dont deux toujours largement ouvertes et qui lui permettaient de voir la campagne, d'admirer dans ce large horizon les superbes couchers de soleil. Une humble petite table lui servait de bureau. Nul encombrement : aucun papier inutile n'y trouvait place : un encrier, un pèse-lettres, un presse-papier, un large buvard, une grosse plume de jonc, son manuscrit, voilà tout son matériel d'homme de lettres. Un vieux bureau de bois peint à casiers recevait ses papiers, triés avec beaucoup d'ordre ; une petite étagère clouée contre le mur supportait ses livres préférés ; un large canapé bien confortable le reposait le soir et son cher petit poêle lui tenait chaude compagnie les jours d'hiver. Il aimait à attiser son feu et souvent il le rallumait lui-même avec une adresse dont il était fier. Au-dessus du lit, le portrait de son meilleur ami, M. Burette, qu'il aimait à regarder. Devant le lit une petite chaise brodée, cadeau d'un élève et qu'il affectionnait tout particulièrement. Aux murs, quelques portraits de famille, celui de sa femme, de sa sœur, la religieuse, quelques photographies d'élèves, quelques dessins, anciens souvenirs : c'était toute sa chambre ».

Voici maintenant un bref aperçu de ses menus plaisirs : « Excellent lecteur, M. Macé adorait faire la lecture à haute voix. Trouvait-il un auditoire désireux de l'entendre, il ne se faisait jamais prier et il aurait volontiers continué sa lecture pendant des heures. Le soir, après la danse, il faisait une lecture amusante aux élèves qui tricotaient pour les pauvres... M. Macé ne manquait aucune promenade : toujours à la tête de la bande, avec une élève à chaque bras, il ouvrait bravement la marche. On traversait le bois, son cher bois qu'il avait vu grandir, on saluait en passant la haie d'ajoncs qui servait de barrière aux intrus, on admirait toujours les sapins de Noël qui allaient devenir une petite forêt et enfin on sortait par la porte Saint-Jean pour graver la colline. On admirait la vaste campagne, on respirait l'air si pur de ce joli pays de Monthiers... ».

Cependant, en 1877, le gouvernement du Duc de Broglie, au nom de « l'ordre moral » ressuscité, s'en prit brutalement aux œuvres d'éducation laïques, les bibliothèques populaires reçurent un avis de fermeture, les cercles provinciaux de la Ligue se virent officiellement dissous, les autres organes de la Ligue furent rapidement paralysés. Plus de conférences, de réunions, de bulletins.

Le Ministère ayant été renversé sous les coups répétés de Gambetta, le calme revient et Bardoux, très favorable à la Ligue de l'Enseignement devint ministre de l'Instruction Publique. Jean Macé repartit en campagne. Devant l'hostilité des Chambres, Mac-Mahon démissionna le 30 janvier 1879, et fut remplacé le soir même par Jules Grevy. Waddington forma une nouvelle équipe ministérielle et appela à l'Instruction Publique le Vosgien Jules Ferry. Il faut relire l'histoire de cette époque pour se rendre compte du puissant



appui que la Ligue a apporté à Jules Ferry pour lui permettre de faire voter les lois sur le Conseil supérieur de l'Instruction Publique et sur l'Enseignement supérieur.

Le moment était alors venu de donner à la Ligue une organisation bien définie. Jusqu'à présent, elle n'avait existé qu'à l'état épars, formée d'éléments isolés. Jean Macé décida de réunir toutes les sociétés d'instruction en un Congrès, qui se tiendra à Paris du 18 au 21 avril 1881. A la séance solennelle de clôture au Palais du Trocadéro, Gambetta, qui présidait la séance exalta magnifiquement l'œuvre réalisée et fit adopter les statuts dont l'article 1<sup>er</sup> est ainsi conçu : La Ligue de l'Enseignement fondée par Jean Macé s'organise en Fédération sous le titre de Ligue Française de l'Enseignement.

Beaucoup des amis de Jean Macé, même et tout particulièrement des politiciens, regrettaient qu'il ne fût point partie du parlement. Ils s'ingénierent à l'y faire entrer. Une porte pouvait s'ouvrir pour lui au Sénat. Le gouvernement de Broglie avait fait décider, en 1875, qu'un quart des 300 membres de la Haute Assemblée serait nommé à vie par les trois autres préalablement élus pour un temps au suffrage restreint. Les groupes de gauche avaient demandé le retrait de cette mesure qu'ils jugeaient antirépublicaine. N'ayant pu l'obtenir, ils s'appliquèrent à faire entrer dans le carré privilégié des inamovibles les candidats qu'ils jugeraient les plus sûrs. Une vacance s'offrit à la fin de 1883. Jean Macé fut invité à poser sa candidature. Il fut élu le 8 décembre 1883. Le 27 décembre la Ligue fêtait l'événement par un banquet au cours duquel le sénateur Eugène Spuller rappela un mot de Gambetta : « Le nom de Jean Macé est devenu un nom national ». Le même orateur avait dit quelques jours auparavant, à la séance solennelle de clôture du Congrès de Reims : « depuis la Révolution Française rien ne s'est fait de mieux dans notre pays que la Ligue de l'Enseignement. Rien n'est pénétré davantage de l'esprit de la Révolution Française et de son meilleur esprit, de l'esprit de l'aurore de 1789 ».

A partir de ce moment, force fut à Jean Macé d'abandonner en grande partie la vie simple et familiale de Monthiers pour faire à Paris des séjours fréquents et prolongés. Mais chaque samedi, il descend en gare de Château-Thierry, se fait conduire à Monthiers et bavarde de longues heures avec son fidèle camarade Louis Dugue. C'était l'époque des Universités populaires et Mademoiselle Brochot (1876-1964) m'a raconté comment elle accompagnait Maurice Bouchor à pied, le soir, dans ses tournées de conférences. Maurice Bouchor est venu en 1903, faire une conférence sur La Fontaine, à Château-Thierry. Maurice Bouchor renonçant à l'orgueil des esthètes, a consacré le plus beau des talents à l'éducation populaire, a été le grand animateur de l'école joyeuse. Après avoir chanté la beauté du travail et la tendresse humaine, il composa pour ces réunions scolaires des poèmes civiques à la fois simples et grands.

Il était la sagesse s'épanchant à travers la poésie ; mais c'est à partir de 1893, qu'il découvrit mieux encore sa vocation en composant ces chants destinés à nos écoliers et qui sont devenus comme le trésor retrouvé pour eux des vieilles harmonies populaires. Son théâtre pour les écoles (Les Noces de Papillonne, La Belle au Bois Dormant, etc.) procède des mêmes inspirations et c'est pourquoi le souvenir reste à jamais cher dans la mémoire des instituteurs et des écoliers de France, de la mienne en tout cas, de celui qui ne voulut vivre, écrire et chanter qu'en pensant à eux.

Tout en maintenant l'existence du Petit Château, car Mademoiselle Verenet est morte le 22 juillet 1890, Jean Macé fait campagne pour une Ligue internationale de l'Enseignement et reprend avec une nouvelle ardeur la tâche de vulgarisation scientifique qu'il s'était assignée quarante ans auparavant à Beblenheim. Un chef d'œuvre en ce genre est le petit volume qu'il intitula « Philosophie de poche », une série harmonieuse de réflexions pratiques, d'un spiritualisme religieux vaguement chrétien, plus nettement social, en un style limpide, sur un ton familial et badin. Le livre était dédié « à Mademoiselle Anna Bentz » et daté de « Monthiers, 15 avril 1893 ». On pouvait lire encore naguère sur le mur de l'église de Monthiers l'inscription suivante, peinte en lettres noires : le peuple français reconnaît l'existence de l'être suprême et l'immortalité de l'âme. On peut voir une photographie de l'église et de l'inscription dans l'histoire socialiste de la Révolution Française, de Jean-Jaurès. Elle était encore en parfait état le 23 février 1969.

C'est du même lieu et de la même inspiration que jaillirent d'autres pages parues l'année suivante sous un titre fort peu prétentieux : « Les Leçons de tante Rosy ». Jean Macé y exposait en 23 chapitres les « Leçons » d'astronomie par cette tante fictive à son petit Jean, le soir, du haut d'une butte d'où le regard s'ouvrait sur l'infini. La pensée s'élevait graduellement de la terre à son satellite lunaire, aux autres planètes, au soleil, pour aller ensuite aux innombrables étoiles, à la voie lactée, aux nébuleuses, à l'immensité du ciel. C'était une transposition en miniature de l'œuvre par laquelle s'était illustré l'ancien et premier président du cercle parisien de la Ligue : Camille Flammarion. Jean Macé y reprenait les entretiens familiers qu'il avait sur le même sujet, à certains soirs privilégiés, avec ses jeunes élèves sur les hauteurs de Monthiers.

Jean Macé, foncièrement pacifiste, était hostile à toute guerre d'agression. Le 8 décembre 1894, comme la question des crédits nécessaires à l'expédition de Madagascar venait à l'ordre du jour de la Haute Assemblée, il prononça un émouvant et vigoureux discours contre la demande ministérielle. Il ne fut pas suivi et ne réussit pas à faire voter ce qu'il voulait. Cet effort l'avait fatigué, il revint dans la soirée, nerveux et agité à Monthiers, se plaignant d'un malaise général et d'une grande gêne dans la respiration. Le lendemain, il eut, pendant sa promenade habituelle, une crise

cardiaque. Il ne s'en inquiète pas. Le repos absolu devait, pensait-il, le remettre aisément. Il passa en effet deux journées assez bonnes. Le 12 au soir, il disait à son ami Dugue son intention de se mettre dès le lendemain matin à rédiger une suite aux leçons de « Tante Rosy ». Le 13 au matin, un peu avant neuf heures, il mourait.

Le lundi 15 juillet 1946, les cendres de Jean Macé ont été transportées à Beblenheim où il avait voulu reposer, « dès que l'Alsace serait redevenue française ». Il y avait à Monthiers, MM. Albert Bayet, Président de la Ligue Française de l'Enseignement ; Rousselle, Directeur Général Administratif conduisant la délégation du Ministère de l'Education Nationale ; Boes, Secrétaire Général de la Ligue ; Barret, Inspecteur Primaire Honoraire ; Chaussou, Sous-Préfet de Château-Thierry ; Penit, Conseiller Général ; Dubu, Inspecteur d'Académie ; Gueret, Vice-Président d'honneur de la Fédération Départementale des Œuvres Scolaires et Post-scolaires ; Colin et Pujos, Vice-Présidents ; Nivart, Secrétaire Général ; Olivier, Trésorier Adjoint. Le Principal du Collège Jean de La Fontaine : Mennechet, du Syndicat National des Instituteurs ; Demoulin, Maire de Monthiers ; les Maires des communes environnantes, la municipalité, les enfants de l'école et leur maître, de nombreux membres de l'enseignement en activité ou en retraite, la Compagnie d'Arc, la section locale des sapeurs-pompiers et toute la population du village, plus un modeste cathodoricien noyé dans la foule et qui, secrétaire de l'Association Amicale des Anciens Elèves des Ecoles Primaires Laïques de Château-Thierry, avait pensé que sa présence ne serait pas déplacée en ce lieu et en ce moment. M. Demoulin dit la fierté de sa commune de compter parmi ses enfants adoptifs le pionnier de l'école républicaine, dont les livres sont jalousement conservés dans la bibliothèque municipale, M. Benier, instituteur originaire du pays, lit son sonnet d'adieu, Albert Bayet dégagea la signification profonde de cette cérémonie : « dans le cadre d'un modeste village, un grand projet naquit, sa réalisation, faite d'énergie et de persévérance, offre un magnifique exemple aux générations nouvelles. « Les défenseurs de l'école laïque, toujours menacée, puiseront dans son œuvre une noble leçon pour continuer leur combat. »

Il n'a rien hérité de personne et peu d'homme laissent à leur temps un aussi grand héritage. Telles sont les paroles prononcées lors de sa mort par Léon Bourgeois, Vice-Président de la Ligue.

---